

retrait des Jeux olympiques est le moyen le plus clair et le plus efficace dont il dispose pour bien faire comprendre à l'Union soviétique que le monde condamne son invasion de l'Afghanistan et son défi des pressions internationales en faveur du retrait de ses forces. Si, comme l'Union soviétique le prétend, les Olympiques de 1980 marquent un triomphe des politiques soviétiques, une non-participation à ces Jeux nous permettra alors de rappeler aux dirigeants et au peuple soviétiques que l'action de l'URSS en Afghanistan est condamnée par la communauté internationale.

L'Association olympique canadienne a demandé au gouvernement qu'il se prononce fermement sur la question. Après une étude approfondie de la situation, le gouvernement en est venu à la conclusion que les circonstances ne lui laissent d'autre choix que d'exhorter l'Association olympique canadienne à informer le comité organisateur des Olympiques de 1980 que les athlètes canadiens ne participeront pas aux Jeux. Le gouvernement n'entend pas user de coercition pour forcer un retrait des Jeux. Il ne révoquera pas les passeports et ne prendra aucune mesure pour limiter le droit des Canadiens de voyager librement à l'étranger. Mais les athlètes canadiens qui décideraient de se rendre à Moscou le feront sans l'appui moral ou financier du gouvernement du Canada.